
**Rapports « article 116 NRE » : les entreprises
françaises sont-elles prêtes ?**

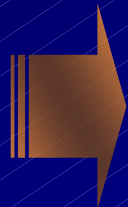
**Conférence « Que valent et à quoi servent
les rapports développement durable ? »**

**Mardi 10 décembre 2002
Saint James Paris**



Questions posées

- ◆ Les rapports annuels des principales entreprises françaises prennent-ils déjà en compte « l'impact social, environnemental et territorial de leur activité » ?
- ◆ Les rapports développement durable existants offrent-ils un contenu à valeur ajoutée ?
- ◆ Le seuil que l'article 116 de la loi NRE invite à franchir est-il ou non à la portée des entreprises françaises ?
- ◆ Les principes directeurs de la Global Reporting Initiative peuvent-ils constituer un référentiel utilisable dès maintenant pour les entreprises françaises ?



Etudier les rapports de 67 entreprises du SBF 120

Les guidelines 2002 de la Global Reporting Initiative : 150 indicateurs dont 103 indicateurs principaux

3

◆ Vision et stratégie (11)

- Exposé de la vision développement durable
- Description des éléments clés du rapport par le PDG

◆ Profil (22)

- Profil de l'organisation
- Étendue du rapport
- Profil du rapport

◆ Gouvernance et systèmes de management (20)

- Structure et gouvernance
- Engagement envers les parties prenantes
- Politiques générales et systèmes de gestion

(nombre d'indicateurs)

IP : Indicateurs Principaux

◆ Performance Économique (13 dont 10 IP)

- Impacts économiques directs
- Impacts économiques indirects

◆ Performance Environnementale (35 dont 16 IP)

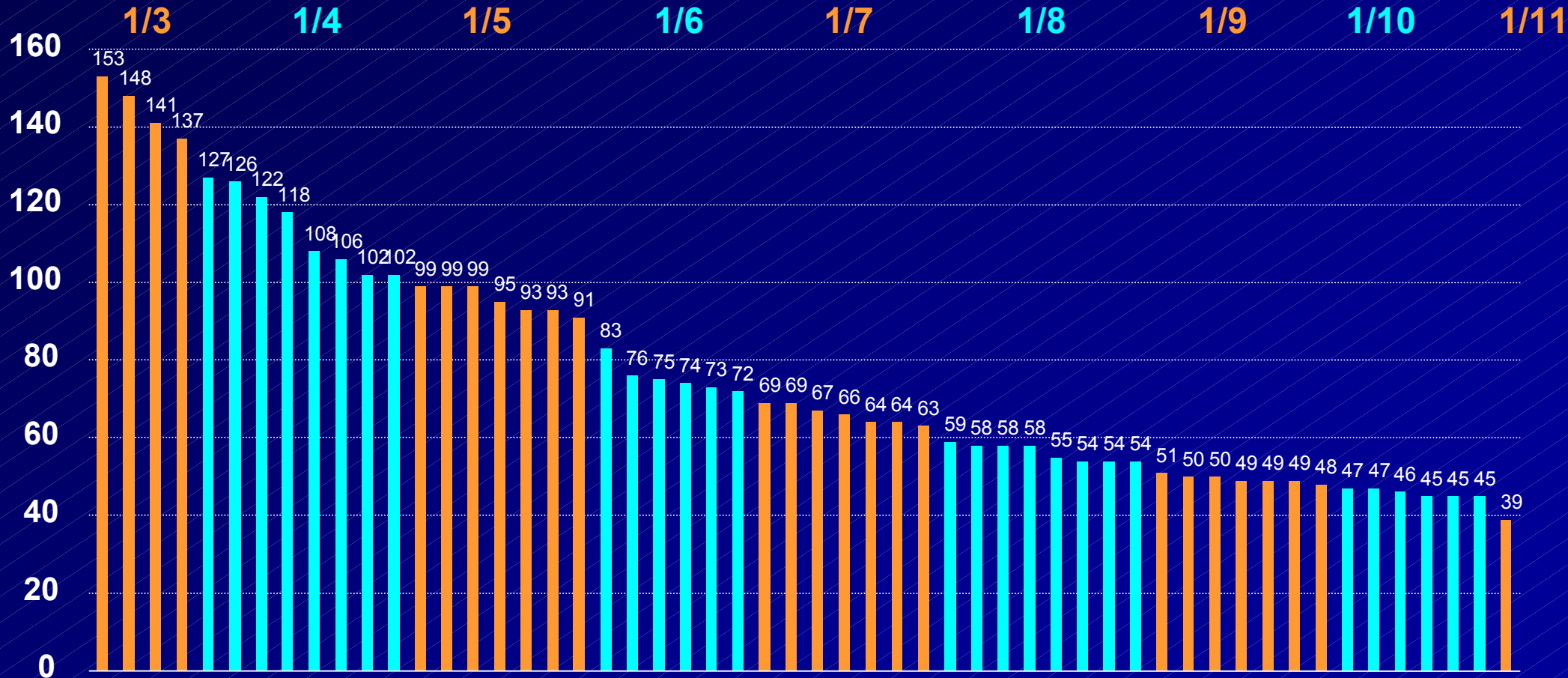
- Matières premières
- Énergie
- Eau
- Bio diversité
- Effluents, émissions, déchets
- Produits et services
- Etc

◆ Performance Sociale (49 dont 24 IP)

- Emploi et pratiques du travail
- Droits de l'homme
- Société Civile
- Responsabilité du fait des produits

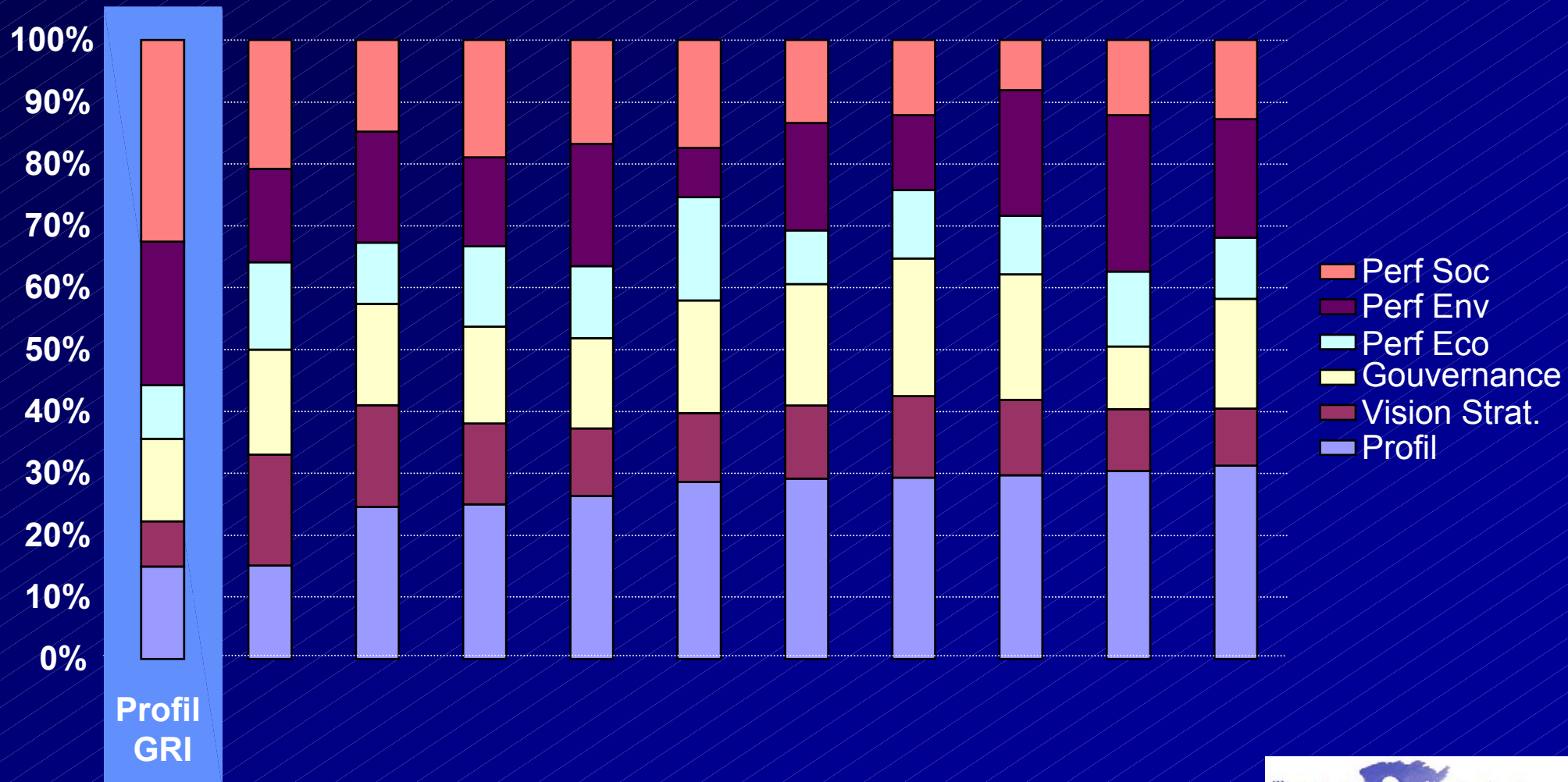
La couverture du référentiel varie du simple au triple

Classement des entreprises selon leur score total
(Total des notes obtenue sur les 150 indicateurs – potentiel théorique 450 points)



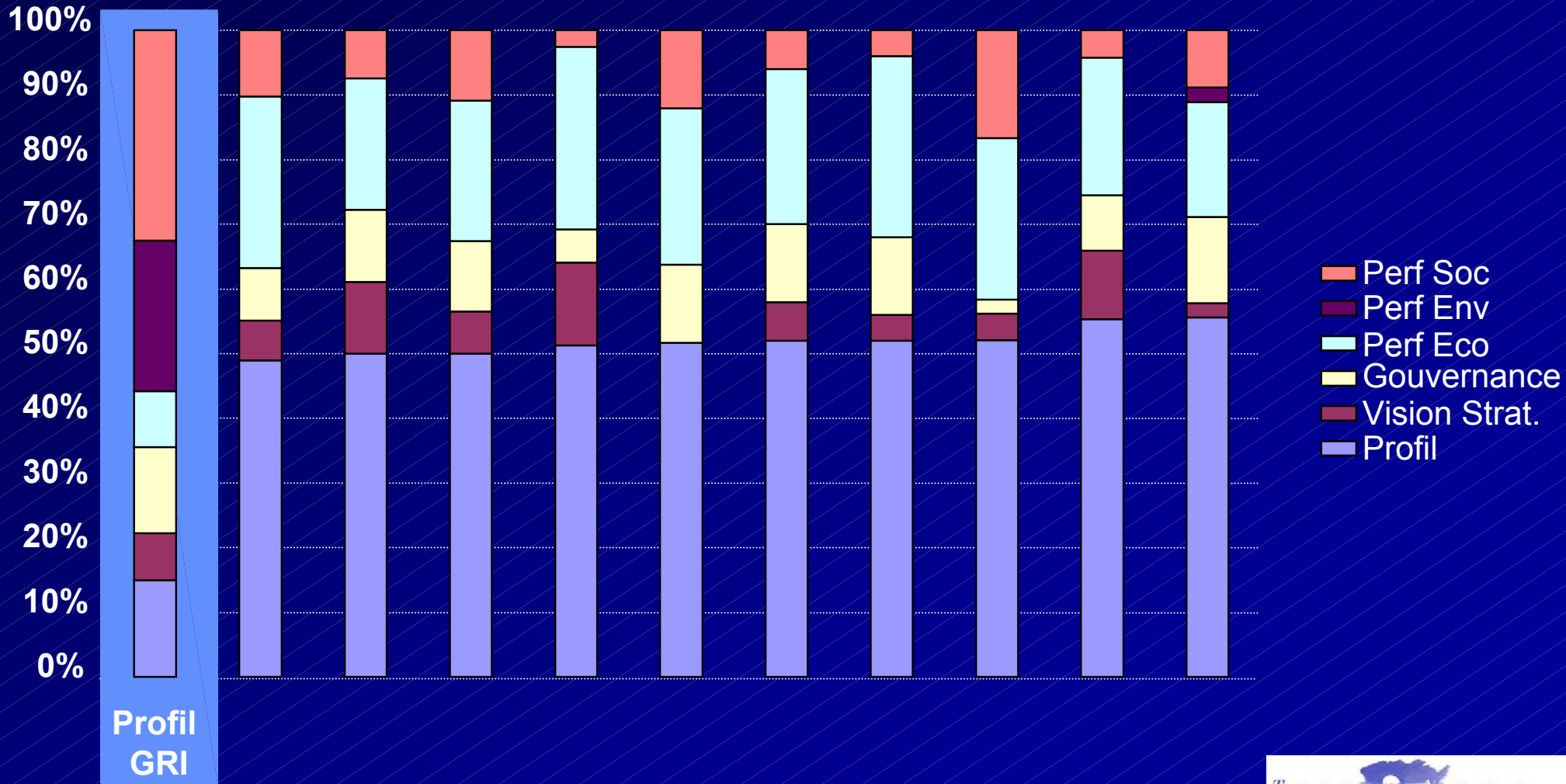
La structure de certains rapports est proche de la « cible GRI »

Structure comparée des critères des rapports de chaque entreprise (les 10 plus diversifiés)

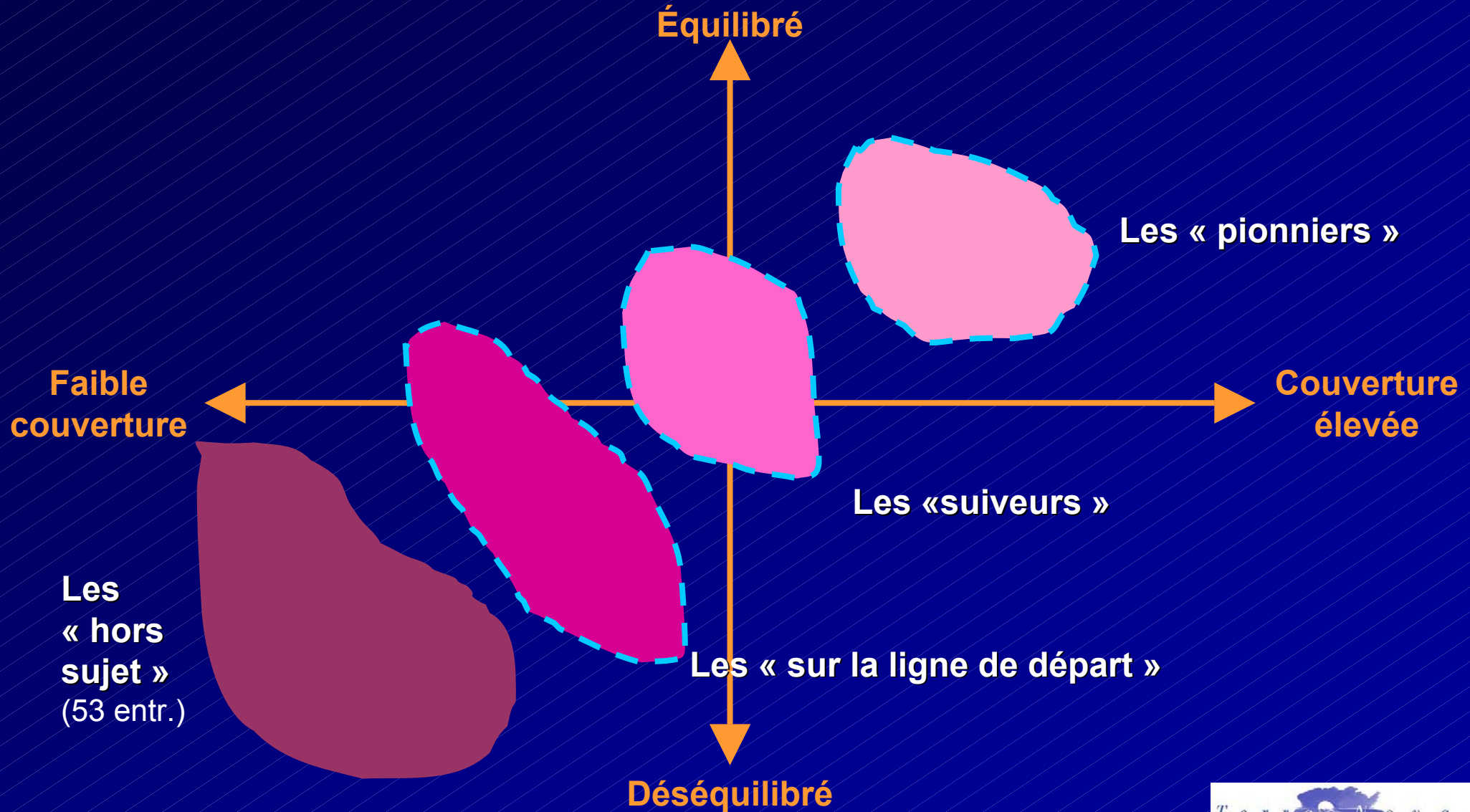


D'autres rapports sont loin de la cible : absence totale de l'environnement, effacement du social, prépondérance du « profil »

Structure comparée des rapports de chaque entreprise (les 10 moins diversifiés)



4 grands types de reporting Social Environnemental et Éthique



Les rapports « pionniers »

- ◆ Danone
- ◆ Aventis
- ◆ Renault
- ◆ Suez
- ◆ Pechiney
- ◆ Carrefour
- ◆ ST Micro

- ◆ Rhodia
- ◆ Sanofi Synthelabo

Le socle du reporting : les critères GRI les plus utilisés ...

- ◆ Les 8 premiers critères sur 9 décrivant le **PROFIL** de l'organisation
- ◆ **Vision** : enjeux associés aux thèmes majeurs du développement durable
- ◆ **Vision** : objectifs et actions de l'organisation associés à ces enjeux
- ◆ **Étendue du rapport** : changements importants dans la taille, structure, propriété, produits ... intervenus depuis le précédent rapport
- ◆ **Gouvernance** : structures de gouvernance y.c. comités du CA

... et les critères inutilisés

- ◆ **Description par le dirigeant** : performance par rapport aux référentiels tels que les objectifs de l'exercice passé ou les normes du secteur
- ◆ **Gouvernance** : utilisation de l'information résultant de l'implication avec les parties prenantes
- ◆ **Gouvernance** : type d'information produite par les consultations des parties prenantes
- ◆ **Gouvernance** : mécanismes mis à disposition des actionnaires pour émettre des recommandations ou une orientation à destination du conseil d'administration
- ◆ **Étendue du rapport** : bases pour un reporting sur les joint ventures, filiales partielles, ... et autres situations affectant la comparaison entre périodes

Les indicateurs de performance économique les plus et les moins répandus

11

Les PLUS fréquents

- ◆ Chiffre d'affaires (toutes EC1))
- ◆ Distribution aux investisseurs : intérêts sur la dette et dividendes sur tous types d'action (toutes – EC6)
- ◆ Variation du report à nouveau en fin de période (42 – EC7)
- ◆ Répartition géographique des parts de marché (49 – EC2)
- ◆ Montant total des impôts de tout type réglés par pays (toutes mais avec imprécision – EC8)

Les MOINS fréquents

- ◆ Répartition des fournisseurs par entreprise et par pays (aucune - EC11)
- ◆ Pourcentage de contrats payés selon les termes de leurs engagements (aucune – EC4)
- ◆ Subventions publiques reçues par pays ou zone géographique (1 – EC9)

Les indicateurs de performance **environnementale** les plus et les moins répandus

12

Les PLUS fréquents

- ◆ Impacts sur l'environnement des principaux produits et services (24 - EN14)
- ◆ Consommation totale d'eau (26 - EN14)
- ◆ Initiatives en faveur du recours à des sources d'énergie renouvelables (27 – EN17)
- ◆ Consommation directe d'énergie répartie par source primaire (17 – EN3)
- ◆ Émissions de gaz à effet de serre (16 – EN8)

Les MOINS fréquents

- ◆ 5 indicateurs concernant la **BIODIVERSITE** (aucune - EN29, 28, 25, 24, 23)
- ◆ Diminution annuelle des nappes d'eau souterraine et de surface (aucune – EN21)
- ◆ Matières premières : % utilisé à partir de sources externes : recyclage et déchets industriels (1 – EN2)

Les indicateurs de performance sociale les plus et les moins répandus

13

Les PLUS fréquents

- ◆ Répartition de la main d'œuvre par pays, statut, type d'emploi, ... (46 - LA1)
- ◆ Programmes pour la gestion des compétences (31 - LA17)
- ◆ Composition de l'encadrement supérieur et des organes de gouvernance : H/F (36 – LA11)
- ◆ Récompenses reçues pour la performance sociale, éthique et environnementale (20 – SO4)
- ◆ Dispositions pour la représentation des salariés dans les processus de décision ou de gestion (16 – LA13)

Les MOINS fréquents

- ◆ Pratiques disciplinaires
- ◆ Relations professionnelles : représentation des salariés ou %age d'employés couverts par des conventions collectives par zones géographiques
- ◆ Concurrence et politique de prix
- ◆ Contributions politiques
- ◆ Droits des autochtones
- ◆ Stratégie «Droits de l'Homme» (1 - les 4 indicateurs)
- ◆ ...

La relation avec les stakeholders ... ou le vrai point de bascule ... pour 5 entreprises seulement

14

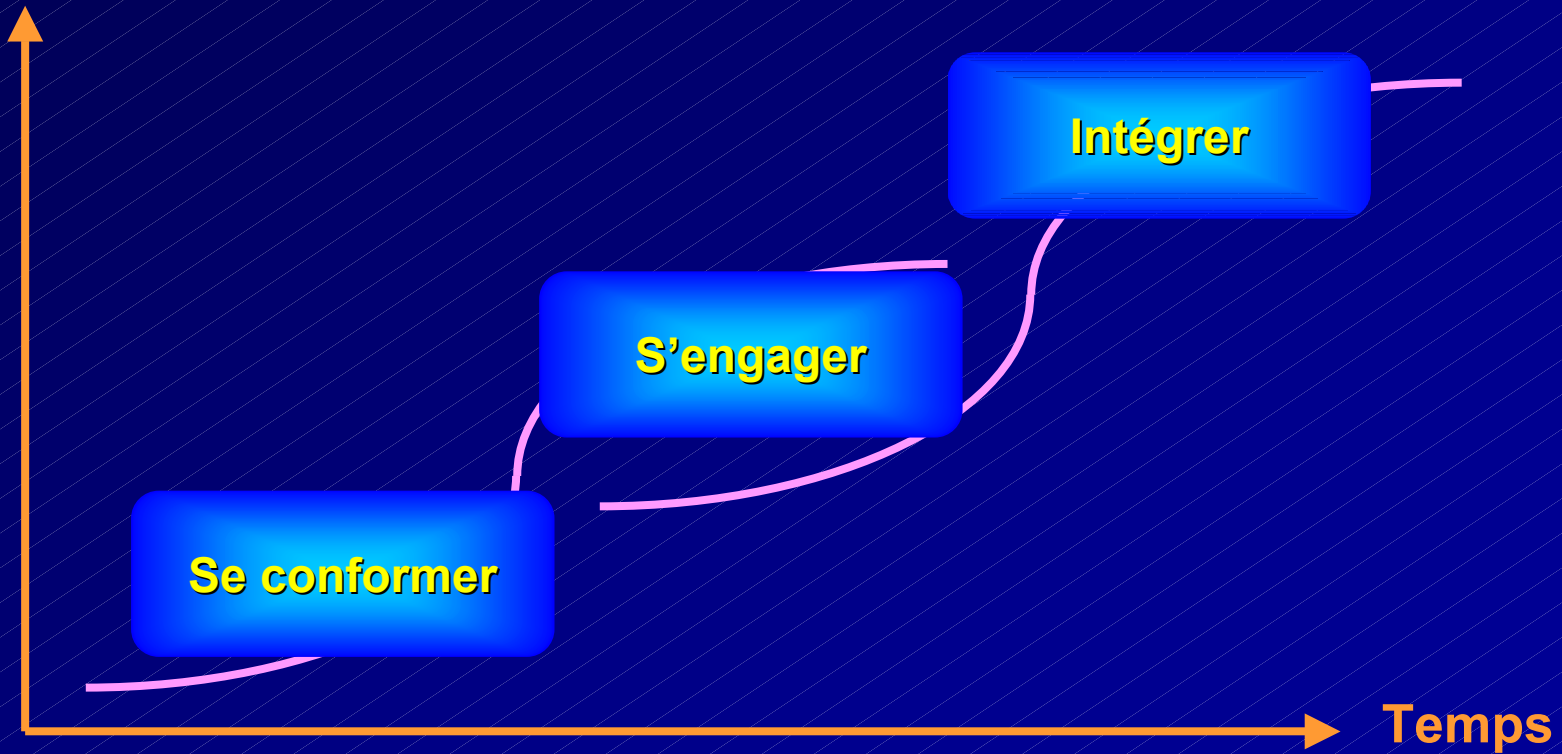
- ◆ **Approche de l'organisation envers l'implication des parties prenantes (vision)**
- ◆ **Liste des parties prenantes, caractéristiques et relations avec l'organisation (profil)**
- ◆ **Base de définition et de sélection des principales parties prenantes (gouvernance)**
- ◆ **Démarches de consultation des parties prenantes (gouvernance)**

Aventis
Lafarge
Renault
ST Micro
Sanofi Synthelabo

Une dynamique est lancée ... pour laquelle incitation légale et référentiel externe peuvent jouer un rôle clé

15

Expérience capitalisée



Et demain ? L'étude « Trust US » de Sustainability et de l'UNEP pose un diagnostic mitigé

16

Si les rapports développement durable des entreprises multinationales deviennent de plus en plus épais, ce n'est pas pour autant que leur contenu s'améliore, ni que la transparence est là.

- ◆ Sept entreprises européennes, la Co-operative Bank, Novo Nordisk, BAA, British Telecom, Rio Tinto, Royal Dutch / Shell et BP obtiennent la meilleure notation pour la qualité de leur rapport. Les notes recueillies par ces entreprises sont relativement identiques à celles de l'étude publiée en 2000.
- ◆ L'augmentation générale du nombre de pages des rapports - 86, en moyenne, soit 45% de plus qu'en 2000 - semble noyer les informations et en empêche la lisibilité et la pertinence.
- ◆ Les questions sociales et économiques ont pris le pas sur les questions environnementales.
- ◆ 60% des 50 rapports analysés ont utilisé les guidelines de la GRI
- ◆ l'UNEP et Sustainability suggèrent à la GRI de se focaliser sur la matérialité de ses indicateurs, afin d'éviter une inflation contre-productive d'informations

Construire la confiance et approfondir le dialogue ou le rocher de Sisyphe

17

- ◆ **Pour John Elkington, le président de Sustainability:** " Trust us montre à quel point la confiance est devenue l'élément critique des entreprises. Nous montrons comment la transparence et le reporting peuvent aider à instaurer - ou restaurer - la confiance. Mais, pour réussir, les auteurs des rapports doivent s'assurer que ceux-ci répondent à trois domaines clés: la matérialité, les liens avec la gouvernance d'entreprise et, absence la plus surprenante de beaucoup d'entre eux, les liens avec les marques".
- ◆ **Pour Jacqueline Aloisi de Larderel, la Directrice générale adjointe de l'UNEP:** "Les scandales qui ont touché les entreprises, cette année, ont intensifié le débat sur la responsabilité sociale des entreprises et leur responsabilité en général. Trust us apporte la preuve que le reporting développement durable est un moyen permettant de construire la confiance et d'approfondir le dialogue".
- ◆ **Trust Us :** <http://www.sustainability.com/publications/engaging/trust-us.asp>